

CAHIER SPECIAL DES CHARGES RELATIF A :

L'ACQUISITION DE VETEMENTS DE TRAVAIL, DE CHAUSSURES DE PROTECTION ET D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE FABRIQUES DANS LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET DANS DES CONDITIONS DE TRAVAIL RESPECTUEUSES DES DROITS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS EMPLOYES DANS LES USINES DE CONFECTION ANNEE 2012

TITRE I - CLAUSES CONTRACTUELLES ADMINISTRATIVES GENERALES

- La loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, modifiée par les arrêtés royaux du 23 novembre 2007 et du 29 septembre 2009.
- L'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, modifié par les arrêtés royaux du 25 mars 1999, du 20 juillet 2000, du 22 avril 2002, du 29 février 2004, du 20 juillet 2005, du 12 janvier 2006, du 23 novembre 2007, du 31 juillet 2008, du 29 septembre 2009 et du 10 février 2010, et par les arrêtés ministériels du 8 février 2000, du 4 décembre 2001, du 20 décembre 2005, du 17 décembre 2007, du 14 décembre 2009 et du 19 décembre 2011 adaptant certains montants.
- L'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, modifié par les arrêtés royaux du 20 juillet 2000, du 4 juillet 2001, du 22 avril 2002, du 17 décembre 2002 et du 31 juillet 2008.
- Les articles 234, 235, 236 et 237 de la nouvelle loi communale.

TITRE II - CLAUSES CONTRACTUELLES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES.

1. Objet du marché.

Le marché a pour objet l'acquisition de vêtements de travail, de chaussures de protection et d'équipements de protection individuelle fabriqués dans le respect de l'environnement et dans des conditions de travail respectueuses des droits fondamentaux des travailleurs employés dans les usines de confection pour l'année 2012, tel que spécifié au Titre III du présent cahier spécial des charges.

2. Mode de passation du marché.

Il s'agit d'une procédure négociée (sans règles de publicité).

3. Pouvoir adjudicateur.

Administration communale d'Anderlecht

1, Place du Conseil – 1070 Anderlecht

Téléphone : 02/558.08.00 – Fax : 02/524.36.08

Pour tous renseignements complémentaires :

M. F. BERCKMANS (02/558.09.15) ou M. M. DEMOT (02/558.09.18).

Les décisions afférentes à ce marché seront prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

4. Offres de prix.

Les offres de prix devront parvenir à l'Administration communale d'Anderlecht, 1, Place du Conseil, à 1070 Anderlecht – Service de l'Economat – au plus tard pour le **14 septembre 2012**.

L'enveloppe sera fermée et portera la mention : « Administration communale d'Anderlecht – Service de l'Economat – Offre pour l'acquisition de vêtements de travail, de chaussures de protection et d'équipements de protection individuelle – fabriqués dans le respect de l'environnement et dans des conditions de travail respectueuses des droits fondamentaux des travailleurs employés dans les usines de confection pour l'année 2012 ».

5. Mentions de conditions générales de vente dans l'offre.

En aucun cas, une mention des conditions générales de vente du soumissionnaire ne pourra figurer dans l'offre, faute de quoi l'offre ne pourra être prise en considération. Pour le présent marché, il sera fait application des clauses du cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des clauses du présent cahier spécial des charges.

6. Mode de détermination du prix.

Le marché est un marché à bordereau de prix.

7. Cautionnement.

L'adjudicataire sera tenu du versement d'un cautionnement conformément aux articles 5, 6, 7, 8 et 9 de l'annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996, modifié par les arrêtés royaux du 20 juillet 2000, du 4 juillet 2001, du 22 avril 2002, du 17 décembre 2002 et du 31 juillet 2008. L'adjudicataire devra, dans les trente jours de calendrier qui suivent le jour de la conclusion du marché, remettre à l'Administration communale d'Anderlecht – Service de l'Economat – la preuve de la constitution du cautionnement. Toutefois, si le montant total des lots attribués à l'adjudicataire ne dépasse pas 22.000 EUR, TVA non incluse, celui-ci sera dispensé du versement du cautionnement en application de l'article 3, par. 1^{er} de l'annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996, modifié par les arrêtés royaux du 20 juillet 2000, du 4 juillet 2001, du 22 avril 2002, du 17 décembre 2002 et du 31 juillet 2008.

8. Délai d'engagement du soumissionnaire.

La durée de validité de la soumission est de 150 jours à compter de la date de clôture des offres.

9. Paiement - Factures.

Le paiement des fournitures se fera sur production des factures, après livraison des fournitures, conformément à la loi sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Les factures devront être adressées à l'Administration Communale d'Anderlecht, Place du Conseil 1, à 1070 Anderlecht – Service du Contrôle Budgétaire, et établies comme suit :

- les fournitures feront l'objet de divers bons de commande, une facture sera établie par bon de commande;

- chaque facture en 3 exemplaires.

10. Lieu de livraison.

La livraison des fournitures devra se faire à l'adresse suivante :

Administration communale d'Anderlecht – rue de l'Instruction, 52-54, à 1070 Bruxelles – Magasin de l'Economat.

11. Frais de livraison - Responsabilité.

Les frais d'emballage, de transport, de livraison, de déchargement, et éventuellement d'assurance et de dédouanement sont à charge du fournisseur. La livraison et le déchargement se feront sous sa seule responsabilité.

12. Délais de livraison.

Le soumissionnaire indiquera dans son offre le délai de livraison des fournitures proposées, avec toutefois un maximum de 50 jours de calendrier à compter à partir de la date du bon de commande.

13. Garantie.

Le soumissionnaire doit indiquer clairement dans son offre la durée de garantie ainsi que son contenu, qu'il octroie sur le matériel proposé.

14. Documentation – Echantillons.

Le soumissionnaire est tenu de joindre **obligatoirement** à son offre toutes les documentations utiles et détaillées **et** un échantillon des fournitures proposées.

15. Proposition de variantes.

Le soumissionnaire ne peut proposer qu'**une** variante.

16. Modèle de soumission.

Il y a lieu de joindre à l'offre le modèle de soumission ci-joint ou autre (conformément à l'article 89 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996), dûment complété, daté et signé, et d'y annexer la liste détaillée des prix proposés pour les fournitures demandées (cf Titre III – tableaux A et B) et de compléter chaque page avec la mention « firme, adresse, date et signature ».

17. Attestation ONSS.

Le soumissionnaire doit joindre obligatoirement à son offre une attestation de l'ONSS qui certifie que la firme est en règle en matière de cotisation de Sécurité Sociale et de Sécurité d'Existence (attestation concernant l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport au jour de l'ouverture des offres, conformément à l'article 90, par.3 et 5 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, modifié par les arrêtés royaux du 25 mars 1999, du 20 juillet 2000, du 22 avril 2002, du 29 février 2004, du 20 juillet 2005, du 12 janvier 2006, du 23 novembre 2007, du 31 juillet 2008, du 29 septembre 2009 et du 10 février 2010, et par les arrêtés ministériels du 8 février 2000, du 4 décembre 2001, du 20 décembre 2005,

du 17 décembre 2007, du 14 décembre 2009 et du 19 décembre 2011 adaptant certains montants.

18. Respect des normes.

Les fournitures proposées doivent :

- répondre aux normes spécifiées dans le Titre III du présent cahier spécial des charges
- répondre aux prescriptions de l'A.R. du 6 juillet 2004 relatif aux vêtements de travail;
- répondre aux prescriptions de l'A.R. du 13 juin 2005 relatif à l'utilisation de équipements de protection individuelle.

19. Essayage et prise des mesures.

Les frais afférents à l'essayage et à la prise des mesures sont à charge du soumissionnaire.

20. Lots et quantités mentionnées au Titre III.

En vertu des crédits budgétaires disponibles, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer les quantités mentionnées au Titre III du présent cahier spécial des charges ; les quantités mentionnées sont des quantités présumées.

21. Information et formation à l'utilisation des équipements de protection Individuelle

Lors de la livraison, le fournisseur remet la notice d'instruction du fabricant.

La notice d'instruction contient les indications utiles à:

- leur fonctionnement;
- leur mode d'utilisation;
- leur inspection;
- leur entretien;
- la date de péremption.

Cette information et ces instructions doivent être rédigées par écrit – en français et en néerlandais – et être compréhensibles pour les travailleurs concernés.

Le fournisseur fournira les informations nécessaires afin que les principes ergonomiques, de confort et de santé du travailleur soient pleinement pris en considération lors de l'utilisation des équipements de protection individuelle.

Lors de la livraison, le fournisseur assurera, à ses frais, la formation de membres de notre personnel.

22. Modalités préférentielles

Le marché sera attribué aux soumissionnaires dont l'offre est économiquement la plus avantageuse.

Pour l'ensemble des lots, une préférence sera donnée aux produits disposant d'un label environnemental (label Nordic Swan, label écologique européen, agriculture biologique ,.....ou équivalent) et/ou d'un label social (Max havelaar, label social belge,..... ou équivalent). A cette fin, le soumissionnaire mentionnera les labels dont dispose le produit dans la colonne « Label » prévue dans la liste détaillée des prix.

En outre, une préférence sera donnée aux soumissionnaires qui peuvent apporter des preuves de contrôles des unités de production tels que des certificats SA 8000 ou équivalent et/ou qui apportent une preuve d'adhésion à un système de vérification multipartite tel que la Fair Labor Association ou la Fair Wear Foundation, ou toute autre initiative similaire.

23. Clause d'exclusion – Engagement éthique

Les soumissionnaires s'engagent par la signature de leur offre, à respecter les 8 conventions de base de l'OIT ainsi que les autres normes internationales habilitantes.

En effet, en relation avec l'objet de l'appel d'offre, le pouvoir adjudicateur entend par « conditions de travail respectueuses des droits fondamentaux des travailleurs employés dans les usines de confection » le respect des normes de travail internationalement reconnues suivantes :

Les Conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

- Liberté d'association et droits de négociation collective (Conv. 87 et 98 de l'OIT)
- Interdiction du travail d'enfants (Conv. 138 et 182 de l'OIT)
- Interdiction du travail forcé (Conv. 29 et 105 de l'OIT)
- Interdiction de discriminations (Conv. 100 et 111 de l'OIT)

Ainsi que les autres normes internationales habilitantes suivantes

- Droit à un salaire vital (Conv. 26 et 131 de l'OIT, Art.23 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)
- Droit à des conditions de travail décentes (Conv. 155 de l'OIT)
- Droit à une durée du travail qui ne soit pas excessive (Conv. 1 de l'OIT)
- Etablissement formel de la relation d'emploi (Recommandation OIT 198)

Le soumissionnaire remettra une déclaration sur l'honneur ou tout autre élément justifiant son engagement. Un modèle-type est fourni en annexe.

L'absence d'engagement à ce sujet ou le non-respect de cet engagement lors de l'exécution du marché constitue une cause d'exclusion du marché considéré.

Si le pouvoir adjudicateur constate que les critères mentionnés ci-dessus ne sont pas respectés au cours de l'exécution du contrat, elle peut demander des comptes à la société, demander un conseil externe, demander un audit externe ou peut agir comme s'il y avait rupture du contrat.

TITRE III - CLAUSES CONTRACTUELLES TECHNIQUES DU MARCHE.

Voir inventaire ci-après.

SOUSSION POUR :

**ACQUISITION DE VETEMENTS DE TRAVAIL,
DE CHAUSSURES DE PROTECTION
ET D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE FABRIQUES DANS LE
RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET DANS DES CONDITIONS DE TRAVAIL
RESPECTUEUSES DES DROITS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS
EMPLOYES DANS LES USINES DE CONFECTION
ANNEE 2012**

LE SOUMISSIONNAIRE :

FIRME : RAISON SOCIALE :

FORME JURIDIQUE :

représentée par M

SIEGE SOCIAL : ADRESSE :

LOCALITE :

NATIONALITE

TELEPHONE

FAX

N° TVA

Adresse E-MAIL :

ENTREPRISE ENREGISTREE N°

COMPTE FINANCIER N°

s'engage, après avoir pris connaissance des différentes clauses du cahier spécial des charges, à exécuter l'entreprise susmentionnée aux prix mentionnés dans le Titre III du présent cahier spécial des charges.

Attention : joindre obligatoirement une attestation ONSS (1er trimestre 2012), l'attestation sur l'honneur relative au respect des critères de l'OIT une liste détaillée des prix proposés avec un échantillon de l'article présenté , et compléter chaque page de l'inventaire par la mention de « FIRME : _____ Adresse : _____ Date et signature, » (cf. Articles 16 et 17 du Titre II du cahier spécial des charges).

DATE ET SIGNATURE

Précédées de la mention « Lu et approuvé »

Annexe

Déclaration sur l'honneur du respect des critères de l'Organisation Internationale du Travail

Je soussigné(e),,

représentant l'entreprise,

déclare sur l'honneur que les produits proposés proviennent, à ma connaissance, de sociétés qui respectent, et qui font respecter par leurs filiales, contractants et sous-traitants, les critères suivants :

Les Conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

- Liberté d'association et droits de négociation collective (Conv. 87 et 98 de l'OIT)
- Interdiction du travail d'enfants (Conv. 138 et 182 de l'OIT)
- Interdiction du travail forcé (Conv. 29 et 105 de l'OIT)
- Interdiction de discriminations (Conv. 100 et 111 de l'OIT)

Ainsi que les autres normes internationales habilitantes suivantes

- Droit à un salaire vital (Conv. 26 et 131 de l'OIT, Art.23 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)
- Droit à des conditions de travail décentes (Conv. 155 de l'OIT)
- Droit à une durée du travail qui ne soit pas excessive (Conv. 1 de l'OIT)
- Etablissement formel de la relation d'emploi (Recommandation OIT 198)

Si je venais à apprendre que ces conventions ou que ces normes n'étaient pas respectées, je m'efforcerai de prendre les mesures nécessaires pour changer cette situation ou pour m'approvisionner ailleurs.

J'accepte que le responsable des achats ou son représentant puisse me demander de pouvoir consulter mes registres établissant mes différents contractants, filiales et sous-traitants reliés au produit acheté.

Date et signature.

**BIJZONDER LASTENBOEK
BETREFFENDE :**

**AANKOOP VAN MILIEUVRIENDELIJKE WERKKLEDIJ, VEILIGHEIDSSCHOENEN
EN INDIVIDUELE BESCHERMINGSUITRUSTING VERVAARDIGD MET RESPECT
VOOR DE BASISRECHTEN VAN ARBEIDERS TEWERKGESTELD IN
CONFECTIEFABRIEKEN - JAAR 2012**

TITEL I : ALGEMENE ADMINISTRATIEVE CONTRACTUELE CLAUSULES.

- De wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 november 2007 en van 29 september 2009.
- Het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 25 maart 1999, van 20 juli 2000, van 22 april 2002, van 29 februari 2004, van 20 juli 2005, van 12 januari 2006, van 23 november 2007, van 31 juli 2008, van 29 september 2009 en van 10 februari 2010, en door de ministeriële besluiten van 8 februari 2000, van 4 december 2001, van 20 december 2005, van 17 december 2007, van 14 december 2009 en van 19 december 2011 tot wijziging van sommige bedragen.
- Het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 20 juli 2000, van 4 juli 2001, van 22 april 2002, van 17 december 2002 en van 31 juli 2008.
- De artikels 234, 235, 236 en 237 van de nieuwe gemeentewet.

TITEL II - BIJZONDERE ADMINISTRATIEVE CONTRACTUELE CLAUSULES

1. Voorwerp van de opdracht.

Aankoop van milieuvriendelijke werkkledij, veiligheidsschoenen en individuele beschermingsuitrusting vervaardigd met respect voor de basisrechten van arbeiders tewerkgesteld in confectiefabrieken – Jaar 2012, zoals bepaald in Titel III.

2. Wijze van gunnen van de opdracht.

Het gaat om een onderhandelingsprocedure (zonder bekendmaking).

3. Aanbestedende overheid.
Gemeentebestuur van Anderlecht
Raadsplein 1 - 1070 Anderlecht
Tel. 02/558.08.00 - Fax. 02/524.36.08

Voor alle aanvullende inlichtingen :
Mr F. Berckmans (02/558.09.15) of Mr S. Lanckmans (02/558.08.36).

Al de beslissingen aangaande deze opdracht zullen door het College van Burgemeester en Schepenen genomen worden.

4. Prijsoffertes.

De prijsoffertes moeten toekomen op het Gemeentebestuur Anderlecht, Raadsplein, 1, te 1070 Anderlecht ten laatste voor **14 september 2012.**
De omslag zal gesloten zijn en vermelden : "Gemeentebestuur Anderlecht - Economaat - Aanbod voor de Aankoop van milieuvriendelijke werkkledij, veiligheidsschoenen en individuele beschermingsuitrusting vervaardigd met respect voor de basisrechten van arbeiders tewerkgesteld in confectiefabrieken – Jaar 2012".

5. Melding van de algemene verkoopvoorwaarden in de offerte.

In geen enkel geval, zullen de algemene verkoopvoorwaarden van de inschrijver in de offerte mogen vermeld worden, anders zal de offerte niet in aanmerking komen. Voor deze opdracht, zullen de clausules van de algemene aannemingsvoorwaarden voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de clausules van het bijzonder lastenboek van kracht zijn.

6. Wijze van bepaling van de prijs.

De opdracht is een opdracht met prijslijst.

7. Borgtocht.

De adjudicaris zal een borgtocht moeten storten, overeenkomstig de artikels 5, 6, 7, 8 en 9 van de bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 20 juli 2000, van 4 juli 2001, van 22 april 2002, van 17 december 2002 en van 31 juli 2008. De adjudicaris moet het bewijs van de borgtochtstelling leveren aan het Gemeentebestuur Anderlecht – Dienst Economaat – binnen de dertig kalenderdagen volgend op de dag van de gunning van de opdracht. Indien het te betalen bedrag van de percelen toegewezen aan een adjudicaris minder of gelijk is aan 22.000 EUR (BTW niet inbegrepen) zal de borgtocht niet geëist worden in toepassing van artikel 3, par. 1 van het koninklijk besluit van 26 september 1996, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 20 juli 2000, van 4 juli 2001, van 22 april

2002, van 17 december 2002 en van 31 juli 2008.

8. Gestanddoeningstermijn van de inschrijver.

De geldigheidsduur van de inschrijving is van 150 dagen, te berekenen vanaf de sluitingsdatum der offertes.

9. Betaling - Fakturen.

De betaling van de produkten zal geschieden op basis van de fakturen, naargelang de levering van de goederen, overeenkomstig de wet betreffende de aanneming van werken, leveringen en diensten.

De fakturen moeten naar het Gemeentebestuur Anderlecht - Raadsplein, 1, te 1070 Anderlecht - dienst Begrotingskontrolle - gezonden worden, en opgemaakt zoals volgt :

- diverse bestelbons zullen opgemaakt worden voor de leveringen, één faktuur per bestelbon zal gevraagd worden;
- elk faktuur in 3 exemplaren.

10. Leveringsplaats.

De leveringsplaats der goederen zal op volgend adres geschieden : Gemeentebestuur Anderlecht – Onderwijsstraat , 52-56, te 1070 Anderlecht – Magazijn van het Economaat.

11. Leveringskosten - Verantwoordelijkheid.

De kosten van verpakking, vervoer, levering en ontlading - en eventueel van verzekering en inklaren- zijn ten laste van de leverancier. De levering en de ontlading zullen gebeuren onder zijn eigen verantwoordelijkheid.

12. Leveringstermijn.

De inschrijver zal in zijn offerte de leveringstermijn van de voorgestelde goederen duidelijk vermelden, nochtans met een maximum van 50 kalenderdagen te berekenen vanaf de datum van de bestelbon.

13. Waarborg.

De inschrijver moet duidelijk in zijn offerte vermelden de duur van de waarborg, alsook de inhoud ervan, dat hij op het voorgesteld materieel toekent.

14. Documentatie - Monster.

De inschrijver moet **verplichtend** alle nuttige en gedetailleerde documenten, **alsook** het monster van de voorgestelde leveringen bij zijn offerte voegen.

15. Voorstelling van variante.

De inschrijver mag alleen **één** variante voorstellen.

16. Inschrijvingsmodel.

Bij de offerte dient het hierbij gevoegd inschrijvingsmodel of ander (overeenkomstig artikel 89 van het K.B. van 8 januari 1996) te worden gevoegd, behoorlijk ingevuld en getekend, en er evenals een gedetailleerde prijslijst voor de gevraagde goederen bij te voegen – inventaris tabellen “A en B” - en op elk blad de melding invullen “Firma, adres, datum en handtekening”.

17. Getuigschrift RSZ.

De inschrijver is verplicht een attest van de RSZ bij zijn offerte te voegen, waarbij verklaard wordt dat de firma in orde is inzake uitkeringen voor Sociale Zekerheid en Bestaanszekerheid (attest tot en met die welke slaan op het voorlaatste afgelopen kalenderkwartaal ten opzichte van de dag van de opening van de offertes, overeenkomstig artikel 90, par. 3 en 5 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 25 maart 1999, van 20 juli 2000, van 22 april 2002, van 29 februari 2004, van 20 juli 2005, van 12 januari 2006, van 23 november 2007, van 31 juli 2008, van 29 september 2009 en van 10 februari 2010 en door de ministeriële besluiten van 8 februari 2000, van 4 december 2001, van 20 december 2005, van 17 december 2007, van 14 december 2009 en van 19 december 2011 tot wijziging van sommige bedragen.

18. Naleving van de normen.

De voorgestelde leveringen moeten :

- de normen gespecificeerd in Titel III van onderhavige bijzonder lastenboek naleven;
- beantwoorden aan de bepalingen van het K.B. van 6 juli 2004 betreffende de werkkledij;
- beantwoorden aan de bepalingen van het K.B. van 13 juni 2005 betreffende het gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen.

19. Passen en opnemen van de maten.

De kosten betreffende het passen en het opnemen van de maten zijn ten laste van de inschrijver.

20. Percelen en hoeveelheden vermeld in Titel III.

Overeenkomstig met de beschikbare begrotingskredieten, behoudt de aanbestedende overheid zich het recht de hoeveelheden vermeld in Titel III van onderhavige bijzonder lastenboek te verminderen of te verhogen ; de vermelde hoeveelheden zijn vermoedelijke hoeveelheden.

21. Informatie en vorming aan het gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen

Bij de levering geeft de leverancier aan de klant het gebruiksaanwijzing van de fabrikant.

Het gebruiksaanwijzing vermeldt de nodige aanduidingen betreffende :

- hun werking;
- het gebruik;
- het nazicht;
- het onderhoud;
- de vervaldatum.

Deze informatie en instructies moeten schriftelijk opgesteld worden in het Frans en in het Nederlands, en moeten voor de betrokkene werknemers begrijpelijk zijn.

De leverancier zal de nodige informatie geven over de persoonlijke beschermingsmiddelen met betrekking tot de ergonomie, het comfort en de gezondheid van de werknemer gedurende zijn gebruik.

Bij de levering, zal de leverancier zorgen voor een opleiding, op eigen kosten , van ... werknemers voor het gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen.

22. Voorkeursmodaliteiten

De opdracht zal worden toegekend aan de inschrijvers waarvan de offerte economisch het voordeligst is.

Voor het geheel van de loten wordt voorkeur gegeven aan producten die over een milieulabel (Nordic Swan, Europees ecologisch label, biologische landbouw of gelijkwaardig) en/of een sociaal label (Max Havelaar, Belgisch sociaal label of gelijkwaardig) beschikken. Daartoe vermeldt de inschrijver de labels waarover het product beschikt in de kolom "Label", voorzien in de gedetailleerde prijslijst. Voorkeur wordt ook gegeven aan de inschrijvers die bewijs kunnen leveren van de controle van de productie-eenheden zoals SA8000 of gelijkwaardig en/of van een meerpartijencontrolesysteem zoals Fair Label Association, Fair Wear Foundation of gelijkaardige initiatieven.

23. Uitsluitingsclausule - Ethisch engagement

Door het ondertekenen van hun offerte, verbinden de inschrijvers zich ertoe aan de acht fundamentele conventies van de IAO en andere internationale normen te voldoen.

In verband met het voorwerp van de offerteaanvraag, verstaat de aanbestedende overheid onder "met respect voor de basisrechten van arbeiders tewerkgesteld in confectiefabrieken", het respect voor de volgende internationaal erkende arbeidsnormen:

De basisconventies van de Internationale Arbeidsorganisatie

- Vrijheid van vereniging en rechten van collectieve onderhandelingen (Conv. 87 en 98 van IAO)
- Verbod op kinderarbeid (Conv. 138 en 182 van IAO)
- Verbod op dwangarbeid (Conv. 29 en 105 van IAO)
- Verbod op discriminaties (Conv. 100 en 111 van IAO)

Evenals de volgende internationale normen:

- Recht op een leefbaar loon (Conv. 26 en 131 van IAO, art 23 van de Universele Verklaring van de Mensenrechten)
- Recht op behoorlijke arbeidsvoorwaarden (Conv. 155 van IAO)
- Recht op een niet excessieve arbeidsduur (Conv. 1 van IAO)
- Formele vaststelling van de arbeidsrelatie (Aanbeveling IAO 198)

De inschrijver dient een verklaring op erewoord in of elk ander element dat zijn engagement aantoont. Een modeldocument bevindt zich als bijlage.

De afwezigheid van dit engagement of het niet naleven ervan tijdens de uitvoering van deze opdracht is een reden tot uitsluiting van deze opdracht.

Indien de aanbestedende overheid vaststelt dat bovenvermelde criteria tijdens de uitvoering van het contract niet nageleefd worden, kan ze de firma om een rechtvaardiging vragen, om externe raadgeving verzoeken, een externe audit audit bestellen of handelen alsof er contractbreuk is.

TITEL III - TECHNISCHE CONTRACTUELE CLAUSULES VAN DE OPDRACHT.

Zie inventaris hierna.

INSCHRIJVING VOOR

AANKOOP VAN MILIEUVRIENDELIJKE WERKKLEDIJ, VEILIGHEIDSSCHOENEN EN INDIVIDUELE BESCHERMINGSUITRUSTING VERVAARDIGD MET RESPECT VOOR DE BASISRECHTEN VAN ARBEIDERS TEWERKGESTELD IN CONFECTIEFABRIEKEN JAAR 2012.

DE INSCHRIJVER :

FIRMA : HANDELSNAAM :

RECHTSVORM :

vertegenwoordigd door

MAATSCHAPPELIJKE ZETEL : ADRES :

LOCALITEIT :

NATIONALITEIT :

TELEFOON

FAX

BTW Nr

E-MAIL Adres :

INGESCHREVEN ONDERNEMING Nr

BANKREKENINGNUMMER :

verbindt er zich toe hierboven vermelde aanneming uit te voeren, na kennis te hebben genomen van de verschillende clausules van het desbetreffende bijzonder lastenboek, volgens de prijzen vermeld in Titel III van onderhavige bijzonder lastenboek.

Opgepast : verplicht bij te voegen een RSZ attest (1ste kwartaal 2012), een verklaring op erewoord betreffende de naleving van de criteria van de IAO en een gedetailleerde lijst van de voorgestelde prijzen met een monster van het voorgesteld artikel, elk blad van de inventaris invullen met de melding « FIRMA : Adres : Datum en handtekening, » (zie artikels 16 en 17 van Titel II van het bijzonder lastenboek).

Bijlage

Verklaring op erewoord betreffende de naleving van de criteria van de Internationale Arbeidsorganisatie

Ondergetekende :

vertegenwoordiger van de firma

verklaart op erewoord dat de voorgestelde producten, bij mijn weten, afkomstig zijn van bedrijven die volgende criteria naleven en doen naleven door hun filialen, contractanten en onderaannemers:

De basisconventies van de Internationale Arbeidsorganisatie

- Vrijheid van vereniging en rechten van collectieve onderhandelingen (Conv. 87 en 98 van IAO)
- Verbod op kinderarbeid (Conv. 138 en 182 van IAO)
- Verbod op dwangarbeid (Conv. 29 en 105 van IAO)
- Verbod op discriminaties (Conv. 100 en 111 van IAO)

Evenals de volgende internationale normen:

- Recht op een leefbaar loon (Conv. 26 en 131 van IAO, art 23 van de Universele Verklaring van de Mensenrechten)
- Recht op behoorlijke arbeidsvoorwaarden (Conv. 155 van IAO)
- Recht op een niet excessieve arbeidsduur (Conv. 1 van IAO)
- Formele vaststelling van de arbeidsrelatie (Aanbeveling IAO 198)

Indien ik zou vernemen dat deze conventies of normen niet zouden worden nageleefd, zal ik de nodige maatregelen treffen om deze toestand recht te trekken of om mij elders te bevoorraden.

Ik aanvaard dat de aankoopverantwoordelijke of zijn vertegenwoordiger mij kunnen vragen om de registers van mijn verschillende contractanten, filialen en onderaannemers in verband met de aangekochte producten te raadplegen.

Datum en handtekening.